

Massy Storic a commencé ses travaux à l'automne 2015. Son but : collecter tous témoignages, documents et objets relatifs à l'histoire de la Ville de Massy en vue de les sauvegarder et de restituer leur histoire aux Massicois. Cette année, nous avons entre autres animé sept visites de Massy et poursuivi le travail de recherche sur l'histoire du Nouveau Villaine aux Archives Municipales et le recueil de témoignages auprès des habitants ce qui va nous permettre de **publier notre premier livre**. Rendez-vous le 7 décembre à 15h à la médiathèque Hélène Oudoux pour le découvrir !

Les rendez-vous

Journées du Patrimoine

21 septembre : **visites du château de Vilgénis/campus de Safran** en partenariat avec Safran et l'Office de Tourisme.

22 septembre : les fermes du Vieux Massy.

Visites guidées de Massy

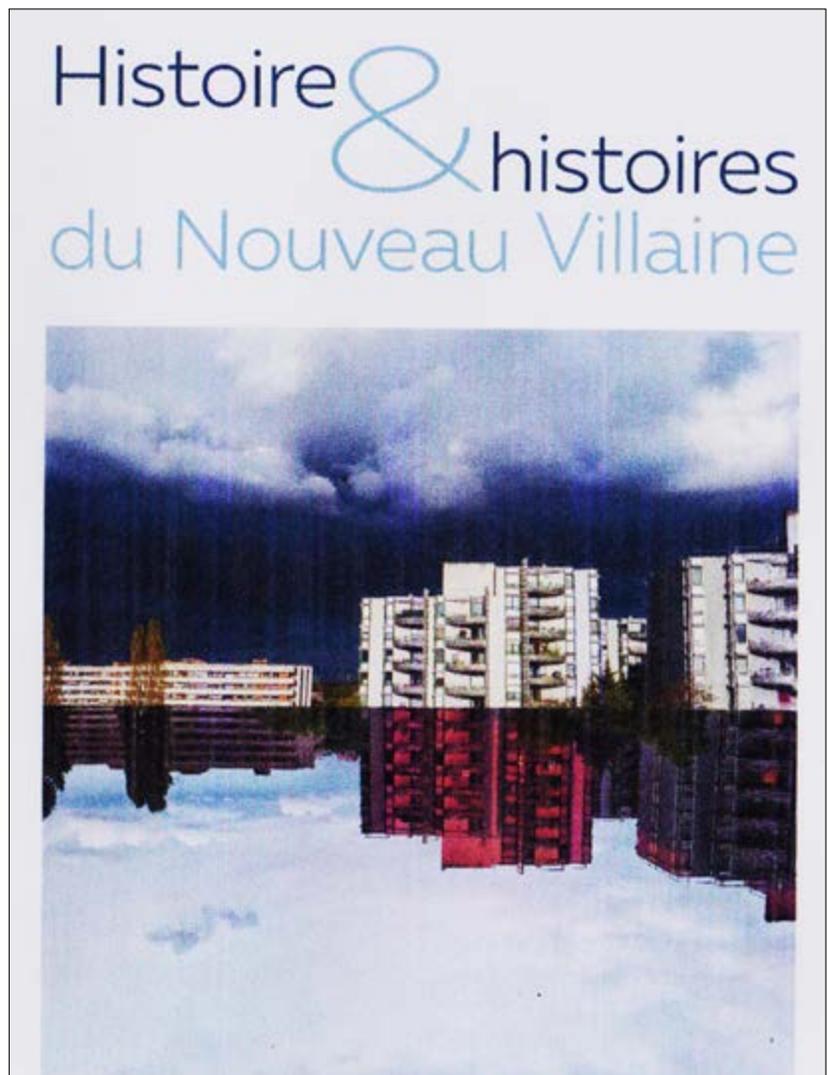
- le ru des Gains
- le Vieux Villaine
- le centre du Grand Ensemble
- les gares de Massy-Palaiseau
- le Pérou
- des Gravières à Vilmorin

Conférences envisagées :

- Vilmorin à Massy
- les gares de Massy

Des activités continues

Un ou deux mardis après-midi par mois : rencontres du groupe de recherches. Thèmes possibles : chemin de fer, ancienne Z.I. des Champs Ronds, lieux de culte, châtelains de Vilgénis, noms de rues...



Jours tranquilles au château de Vilgénis

Parmi les différents propriétaires du château, certains ont brillé par la renommée, tels les Condé ou encore Jérôme Napoléon. D'autres se seront fait remarquer par leur truculence et leurs actions « border line », tels Dettmar Basse ou encore Charles Arnould Delorme.

Il en est d'autres que l'on passe habituellement sous silence, tels les Giroux, successeurs de Jérôme Bonaparte. Ils auront cependant été propriétaires des lieux de 1860 à 1905. Quarante-cinq années où, apparemment, il ne s'est pas passé grand-chose, une page sans couleur, que l'on tourne vite fait pour arriver plus vite chez l'intrigante Mrs Corey. Voici donc une saga familiale dans la grande bourgeoisie parisienne « fin de siècle » qui croisa la royauté, la République, l'Empire et même la Commune, et hésitait entre vie mondaine et exotisme campagnard, comme Bertrand Tavernier a su si bien le décrire dans « Un dimanche à la campagne ».

La saga des Giroux doit commencer bien avant 1860, année de la mort de Jérôme Napoléon, qui vit la mise en vente du château par le fils héritier. Pour les acheteurs, les Giroux, l'acquisition du château fut sans doute l'aboutissement d'une étonnante évolution sociale, qui du grand-père,

marchand en mercerie de la rue Montmartre, conduit au petit-fils grand bourgeois auquel le cousin de l'Empereur propose l'achat de la luxueuse résidence où son père vient de décéder.

Le personnage clé de la saga, c'est François Alphonse Simon Giroux, le père de l'acheteur, souvent appelé Alphonse Giroux. Il est à lui seul un énorme personnage. Artiste dans l'âme, devenu très tôt orphelin de mère, il commença une carrière de peintre et fut élève de David avant de se diriger vers la vente de fournitures pour artistes, et peu à peu, vers la vente et la fabrication de petits objets, jouets et meubles de luxe. Curieux « visuel », c'est lui l'inventeur du kaléidoscope de notre enfance et il ne manqua pas de s'intéresser, à sa manière, aux premiers balbutiements de la photographie.

En 1796, à l'âge de vingt ans, il épouse Claudine Collin de la Perrière. Ils auront cinq enfants : Olympe (1800-1831) ; André (1801-1879), qui deviendra un peintre renommé ; Marie Herminie Zoé (1807- ?) ; Gustave Alphonse (1809-1886), qui sera le propriétaire du château de Vilgénis et Anatole Honoré (1814- ?).

Le magasin d'Alphonse devint vite une référence, à l'adresse devenue célèbre dans le monde artistique hup-

pé, le 7 rue du Coq-Saint-Honoré (rue Marengo aujourd'hui). D'abord connu en tant que restaurateur de tableaux, il développa l'activité de son atelier d'ébénisterie qui prit une ampleur remarquable par la fabrication de meubles et accessoires miniatures. Son commerce fut essentiellement voué à une clientèle aristocratique et bourgeoise. Giroux fut surnommé le « marchand des princes ».

Le moins que l'on puisse dire est que François Alphonse Simon aura tout fait pour impliquer ses enfants, filles comme fils, dans ses aventures artistiques et commerciales. Les traces de sociétés avec participation des enfants se retrouvent alors que Gustave Alphonse a à peine atteint la majorité. Toutes les raisons sociales feront appel au nom générique Alphonse Giroux sous lequel la maison et son importante production sera connue. Le peintre André Giroux, Prix de Rome catégorie Paysages historiques, recevra même un prix de l'Académie sous le nom d'Alphonse Giroux...

Cette belle harmonie familiale va s'éffriter dans les années 1830. C'est qu'Olympe Giroux décède, en 1831, après avoir mis au monde sa deuxième fille. La société Alphonse Giroux d'alors est, de fait, dissoute. L'architecte François Marie Le Marié, veuf d'Olympe, vend à son beau-père ses droits sur l'immeuble. François Alphonse est désormais grand maître à bord, mais quelque chose a été cassé. A l'approche de la soixantaine, il se désintéresse quelque peu de sa société. Sa nouvelle passion, c'est la photographie...

La décennie de 1830 est en effet celle où les frères ennemis Daguerre et Niepce mettent au point des procédés d'enregistrement et de présentation d'une image permanente. François Alphonse suit passionnément la course à la « promptitude » (réduction du temps de pose de plusieurs heures à un quart d'heure environ)

à laquelle se livrent les deux inventeurs. Il misera sur Louis Daguerre, dont il est devenu proche. Délaissant son épouse Claudine, il vit auprès de Marie-Antoinette, la sœur de Louis Daguerre.

Il vend, le 19 juin 1938, pour 150 000 francs, son fonds de commerce à ses deux fils (5/8 pour Gustave Alphonse, 3/8 pour André). Gustave a 29 ans. Les deux créent, sous la raison sociale Alphonse Giroux & Cie, une nouvelle société dont le but déclaré est l'exploitation et la vente d'objets de curiosité, jouets d'enfants, bronzes et toutes sortes d'objets d'étranges. Gustave Alphonse en est le directeur ; André s'est autoproclamé « conseiller artistique ».

Devenu apporteur d'affaires, François Alphonse apporte à la société un contrat signé par Daguerre et Niepce : l'exclusivité, avec les frères Susse, de la diffusion du procédé et du matériel associé au daguerréotype, premier procédé photographique commercialisable. C'est au nom de la société que l'ingénieur François Fauvel-Fouraud embarque pour les Etats-Unis pour une présentation du daguerréotype qu'il fit avec succès.

Mais l'engouement pour le procédé de Daguerre ne dura pas jusqu'à la fin de la décennie 1840. Même André Giroux, qui manifestait un intérêt tout artistique pour la photographie, mais n'appréciait guère les frasques paternelles, ne le pratiqua pas. Rapidement, des procédés négatif-positif virent le jour permettant la reproduction et la retouche. Alors, la société Alphonse Giroux et Cie se mit à vendre produits et papiers pour la photographie... André Giroux peintre se fit connaître dans le monde de la photographie pour ses paysages bien contrastés obtenus en peignant directement sur le négatif.

Quant à François Alphonse Giroux, il mourut le 24 avril 1848 à Paris, à l'âge de soixante-douze ans. Son épouse délaissée quitta ce monde deux ans plus tard.

La société Alphonse Giroux et Cie

appartenait à deux frères aux caractères différents. Gustave Alphonse fit prospérer la société grâce à un pragmatisme éclairé ; André, artiste dans l'âme, avait de son père l'envie d'innover sans cesse. Un point commun tout de même entre les deux frères : ils épousèrent à quelques mois d'intervalle deux sœurs Constance et Lucile Gervais. Chacun des deux couples aura deux filles : Constance et Zoé chez Gustave, Anaïs et Céline chez André (Anaïs épousera Gustave Rouland, futur Ministre de l'Instruction Publique et Gouverneur de la Banque de France).

Vinrent les années 1860, clôturant une décennie d'indéniables succès tant pour le peintre photographe André que pour le « tabletier-ébéniste » Gustave. La famille impériale connaissait les frères Giroux ; André était le beau-père d'un Ministre ami du Prince Napoléon et Gustave avait réussi à ce que la production en ébénisterie de ses ateliers intéresse l'Impératrice elle-même. Avouons que cela vaut les meilleures agences immobilières, quand on a à vendre un château hérité de son père...

C'est bien Gustave l'ébéniste et Constance qui achètent en avril 1861 le château de Vilgénis au Prince Napoléon. Pour l'anecdote, lors de la même année 1861, le Prince Napoléon put effectuer un voyage aux Etats-Unis, où il se fit tirer le portrait ou plutôt le daguerréotype par Mat-

thew Brady, l'un des premiers clients de l'émissaire Fauvel-Fouraud de la Compagnie Alphonse Giroux aux Etats-Unis où le procédé avait encore du succès.

De l'immense propriété de Jérôme Napoléon, les Giroux n'acquirent qu'une partie, les terres et terrains agraires ayant été en grande partie vendus à part. Les Giroux firent du château une résidence secondaire plutôt luxueuse, où habitent en permanence deux jardiniers et leurs familles, comme en atteste les recensements à partir de 1861. Le régisseur de ferme arrivera tardivement.

Lors de leur première promenade sur leur nouveau territoire, ils se font accueillir par ... des plombs de chasse. Le Prince Napoléon, qui ne connaissait pas vraiment le domaine aux contours nébuleux hérités de la Révolution et de ce qui s'ensuivit, leur avait vendu un bois qui ne lui appartenait finalement peut-être pas. Les Giroux renoncent à la propriété de la parcelle et aux ennuis, d'où une rectification de l'acte de vente intervenue en juin.

Dès 1865, ils résident également dans un nouvel appartement parisien au 87 du boulevard Saint-Michel. Les travaux haussmanniens les avaient chassés de la rue Taranne (Saint-Germain-des-Prés) et ils se trouvaient ainsi près de la gare de Denfert-Rochereau.



Gustave Adolphe et Constance Giroux



André et Lucile Giroux



C'est que Gustave est encore en activité pour quelques années. En 1867, les deux frères associés vendent leur commerce florissant à leur cousin Ferdinand Duvinage, fils de la demi-sœur de François Adolphe, Marie Louise. La maison Giroux version Duvinage aura quelques temps du succès, malgré le décès précoce de Ferdinand. Mais sa veuve est finalement contrainte à la vente et la compagnie Alphonse Giroux disparaîtra définitivement en 1885.

Les différents recensements et registres d'état civil laissent à penser que tout au château était fait pour permettre une vie partagée sur deux résidences, Vilgénis accueillant les événements familiaux heureux et ... malheureux.

Des deux filles du couple Giroux, seule Constance semble avoir montré de l'intérêt pour la vie de château version Vilgénis. Mariée au notaire Eugène Bazin dont l'étude est à Paris, Constance connaîtra à Vilgénis quelques événements familiaux.

Ainsi, sa fille Valentine, naît à Massy en 1871. Les temps sont alors troublés, surtout à Paris. C'est son grand-père lui-même qui va déclarer la naissance en compagnie de Raoul Lyonard de la Girennerie, commandant du 8^e Hussard, en résidence au château. Le mois suivant ce régiment participera à la « semaine sanglante » de répression de la Commune de Paris.

Une naissance qui aura un funeste opposé, le 11 août 1880 ; son frère aîné Marie Louis Arthur décède au

château à l'âge de 24 ans. William, de douze ans son aîné, est désormais son seul frère.

Mais que sait-on des relations entre les deux frères Giroux ? André Giroux a quasiment cessé sa carrière artistique en 1867 au moment de la vente de la compagnie. D'autre part, il a toujours montré plus d'intérêt pour les paysages sauvages du midi ou de l'Auvergne, alors que tous les artistes se précipitaient vers les forêts du Sud parisien, du côté de Barbizon. Sans doute a-t-il connu Vilgénis, mais aucune toile ou photographie de lui n'y est répertoriée.

De plus, outre des différences de caractères entre frères, il semble que les aspirations mondaines aient été plus vives dans le couple formé par André et Lucile que dans le couple Gustave et Constance, d'un tempérament plus calme. Si pour ce qui concerne ce dernier couple, la différence d'âge est de 5 ans, ce sont 17 années qui séparent André de Lucile, puisque le plus jeune des frères a épousé l'aînée des sœurs.

Mais Constance Giroux, la femme de Gustave, décède à Paris en 1877, à l'âge de 63 ans. André décède quelques temps après, à Paris, en 1879. Le chagrin causé par ces pertes, amplifié par le décès soudain du petit-fils, atteint moralement Gustave, qui, en 1882, écrit son testament signé au château.

Lorsque Gustave décède à Paris le 7 janvier 1886, Constance hérite du château, sa sœur Zoé de l'appartement de Paris qu'elle vend aussitôt.

Le recensement de 1886 offre une surprise, puisque l'on y trouve, recensées en tant que domiciliées permanentes, Constance Bazin et sa fille Valentine, âgée de 15 ans, ainsi qu'une institutrice anglaise. C'est que Valentine rencontre de gros problèmes respiratoires et profite du bon air de Massy.

Mais le notaire et son épouse, désormais chatelains, adoptent le même style de vie que les parents, à savoir une vie partagée entre Paris et Massy. Eugène Bazin cède son étude en 1889 à son fils William. Les séjours à Massy deviennent sans doute plus fréquents. C'est au château que Constance meurt le 23 janvier 1896.

Le 10 octobre de la même année, Valentine se marie à Massy avec le Comte de Miremont, Roger de Saint-Exupéry, qui sera l'oncle d'Antoine. Le couple aura quatre enfants. Valentine meurt en 1904 à l'âge de 33 ans après huit ans de mariage, en 1904. Atteinte de tuberculose, elle décède au nouveau sanatorium d'Archachon. Roger se remariera. Mais, commandant d'infanterie, il sera tué dans les Ardennes lors des premiers jours de guerre en septembre 1914.

Eugène Bazin meurt à Paris en 1905 à l'âge de 79 ans. Son fils héritier William vend le château au magnat américain Corey. Notaire célèbre, William opte pour la vie parisienne. Parmi sa clientèle... Marie Bonaparte, altesse royale et psychanalyste, petite cousine de celui qui vendit le château au grand-père de William.

Francis Couillet

Principales sources :

Acte de vente du Château de Vilgénis par le Prince Napoléon à Gustave Alphonse et Constance Giroux – Archives Nationales

Site plantureux.fr/articles/pwt – Article pwt 23-2018 en anglais « Who are you M. Giroux »

Photographies : Louis Bisson.

La résidence du Bon Puits

La Résidence du Bon Puits forme un ensemble immobilier comptant 11 bâtiments qui se situent à l'extrémité du Grand Ensemble Massy Antony, plus précisément entre l'avenue Saint-Marc à l'Est et la rue de Longjumeau à l'Ouest, bordée par l'avenue Nationale au nord et la D 188 au sud. Ces bâtiments ont été édifiés sur deux lieux-dits : le Bon Puits et les Longues Raies.

La résidence fait partie dès l'origine du projet du Grand Ensemble qui va se développer sur des terres agricoles. Les architectes Duthilleul et Sonrel définissent le plan d'ensemble, la SAEGEMA pilotant l'aménagement de ce grand ensemble avec un plan-masse adopté en 1959.

La COFIMEG lance ce projet de construction en 1963. Jacques Beufé est nommé architecte d'opération, il en réalise les plans en mai 1963. Le permis de construire de la Résidence du Bon Puits est délivré le 26 septembre 1963. Le chantier commence en 1963 pour s'achever le 14 juin 1967. Le principe constructif comporte de nombreuses innovations et fait l'objet d'un dépôt de brevets sous la dénomination « Système Saint-Gobain-Aluminium français » pour la réalisation des murs

rideaux. De nombreux éléments sont préfabriqués, notamment les escaliers intérieurs et les pignons. Nous pouvons noter deux types de bâtiments, ceux qui sont construits sur pilotis et ceux construits directement sur des garages formant soubassement. Le plus souvent les bâtiments ne dépassent pas quatre étages. Des passerelles vont faciliter la circulation des piétons et donnent un accès piéton au futur Parc Georges Brassens et aux équipements publics (groupe scolaire Painlevé).

Les logements ainsi construits sont destinés à la location aux particuliers bien sûr ainsi qu'aux officiers de l'Armée et de la Gendarmerie. L'ensemble est bien entendu alimenté en chauffage et eau chaude sanitaire par le chauffage urbain avec deux sous-stations et un réseau de distribution. Les prestations sont de bonne qualité, et dans Massy, la résidence ne tarde pas à être qualifiée de « petit seizième ».

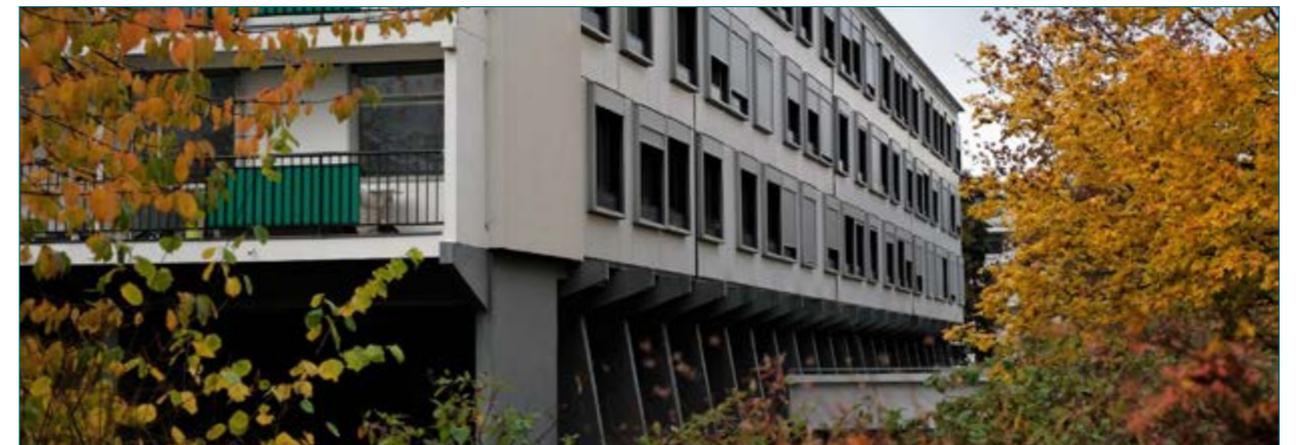
En effet, ces appartements ont fait l'objet d'une réflexion préalable attentive au confort d'habitation : qualité des matériaux, belle luminosité dispensée par de larges baies vitrées, double, voire triple exposition, nombreux placards de rangement, vaste cuisine, belle superficie

des pièces à vivre et des chambres, balcons et loggias.

Dès 1992, la Cofimeg, devenue entre temps Sefimeg, vend les appartements « à la découpe ». Cinq syndicats de copropriétaires sont créés et sont réunis au sein d'une union syndicale libre. D'anciens locataires en profitent pour acquérir leur logement, d'autres partent, d'autres encore vont rester locataires. En 1994, la DDE (direction départementale de l'équipement) accepte d'améliorer la protection phonique pour diminuer les nuisances de la RN 188. Une nouvelle société, Gecina, achèvera de vendre les derniers logements. Toutefois, en 1998 sont entrepris des travaux de rénovation, sous la direction de l'architecte Cuno Brullman, notamment des murs rideaux qui modifient l'aspect originel des bâtiments.

Plus récemment encore, la résidence qui subissait de sérieux problèmes d'étanchéité posant des difficultés de sécurité se lance dans un programme de travaux qui améliorent les performances énergétiques. Il est vrai qu'il y a cinquante ans, on ne se posait pas ce genre de questions...

Jean-François Bargout



Grève des loyers à la Sonacotra

Cent trente foyers Sonacotra seront en grève des loyers de 1975 à 1980, solidarisant 27 nationalités et jusqu'à 30 000 personnes. C'est la première grande mobilisation politique et antiraciste franco-immigrée en France. Les deux foyers de Massy - Victor Basch, 300 résidents et rue Ampère, 590 résidents - prendront une part très active dans cette grève. Si les partis de gauche et les syndicats au niveau national ont mis du temps à s'associer à cette lutte, ce ne fut pas le cas à Massy où la grève a bénéficié du soutien de ces organisations et de la population malgré quelques « retards au démarrage ».

La Sonacotra, *SOCIÉTÉ NATIONALE de CONSTRUCTION de logements pour les TRAVAILLEURS ALGÉRIENS*, est créée en 1956 en pleine guerre d'Algérie pour répondre à plusieurs défis : la construction et la gestion de foyers pour les travailleurs migrants ; la résorption des bidonvilles ; le contrôle de la population algérienne acquise au FNL. Après 1962, elle deviendra la Sonacotra, *SOCIÉTÉ NATIONALE de CONSTRUCTION de logements pour les TRAVAILLEURS*. La Sonacotra se développe rapidement du fait de l'arrivée massive de main d'œuvre immigrée dans le contexte des Trente Glorieuses. En 1973, la Sonacotra compte 275 foyers pour plus de 73 000 résidents.



La grève revendique de meilleures conditions de logement, s'oppose à l'augmentation des loyers et au durcissement des conditions de séjour des années 1970. En 1975, une « grève des loyers » débute au foyer Romain-Rolland de Saint-Denis. Massy est tout de suite dans la lutte et la grève se propage à l'ensemble de la France. Les résidents remettent en cause les règlements intérieurs et demandent la reconnaissance des comités de résidents et, dans de nombreux cas, le départ de « gérants racistes ».

La grève à Massy : témoignage

Écoutons Taieb, responsable local et national, parler de ces années de lutte : « Travaillant sur la ZI de Massy et en études le soir, je me suis logé au 18 rue Ampère. On faisait des réunions dans les chambres ; les gens, ils ont besoin d'aide, pour écrire, lire le courrier, faire des papiers. J'étais scandalisé qu'on laisse ainsi les gens dans l'ignorance... Le directeur, un ancien para d'Algérie, il bloque la chambre dès qu'un frère reçoit une visite, le résident il reste dehors : j'étais scandalisé. J'ai commencé à dire au gens : vous êtes quand même des gens libres, vous payez vos logements, on n'est pas dans une prison ici. Et un jour, début 75, j'ai provoqué une grande réunion, il y avait 700 personnes dans la cour du foyer, on a créé un comité de résidents avec des revendications très simples, pas d'espionnage, liberté à l'intérieur du foyer.

Alors, j'ai appelé tous les partis politiques sur Massy, le maire de Massy, Claude Germon, Gildas Leroux du PSU, j'ai appelé le curé Alain Baubière et un autre curé, le père Jean Pé. J'ai appelé un certain

nombre de personnes, le parti communiste, le PCMLF, Lutte Ouvrière, les syndicats, CGT, CFDT, pour le PS, c'est François Morel. Il y avait Jacky Renaudineau, c'était le pilier du comité de soutien aux résidents, il était doux. Et j'ai dit : « Écoutez, on n'est pas ici pour se tirer, si chacun veut faire valoir sa politique, ce n'est pas la peine. » Et on a entamé une grève des loyers... Notre mot d'ordre, c'était liberté, améliorer le quotidien, accès libre au foyer, une culture au foyer. J'ai appelé la direction de la Sonacotra après des menaces physiques contre moi, je leur ai dit : « j'ai été menacé dans ma chair par le directeur du foyer ; qu'il arrête ces agissements autrement, tous les foyers vont se mettre en grève ». Le mouvement se développait : 144 foyers se sont mis en grève des loyers. La Sonacotra n'a pas compris et les menaces commencent, même du ministre de l'Intérieur. Pour les responsables, on ne dort plus au foyer, on va chez des soutiens. On a passé cinq ans comme cela : la Sonacotra ne touche pas un sou, un an, 2 ans, il y a un laisser aller dans le foyer, mais le laisser aller il ne vient pas de nous : négociez, on va organiser les choses avec vous. A la fin, ils ont négocié : après cinq ans, nos revendications ont été acceptées ».

A Massy : répression et solidarité

Les intimidations envers les résidents grévistes et leurs responsables sont permanentes. Voilà par exemple l'extrait d'une lettre d'avril 1977 du comité des résidents au Maire de Massy : « Le jeudi 14 avril 1977 à 5h du matin, les forces de police investissent les foyers de Massy, Verrières, Sainte-Geneviève et Chilly. A Massy, ils procèdent à des perquisitions dans toutes les chambres, accompagnées du directeur, sans mandat de perquisition, agissant avec violence et de manière raciste. Ils emmènent 35 travailleurs au dépôt de Nanterre afin de les expulser. Parmi les 35 arrêtés, plus de 20 ont été expulsés, la carte de séjour des autres refusée sous prétexte qu'ils ne présentaient pas de quittance de loyer ».

Un tract signé des deux comités de résidents et du comité de soutien appelle la population à un rassemblement le samedi 14 mai devant le foyer Ampère, pour soutenir les revendications des résidents. Le 21 mai, le Maire, Claude Germon, écrit au préfet

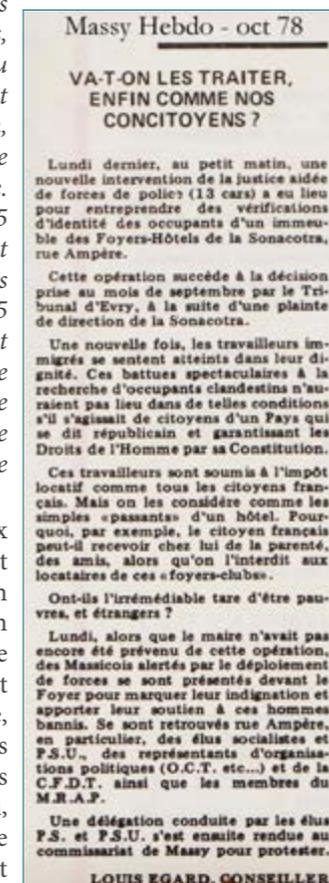
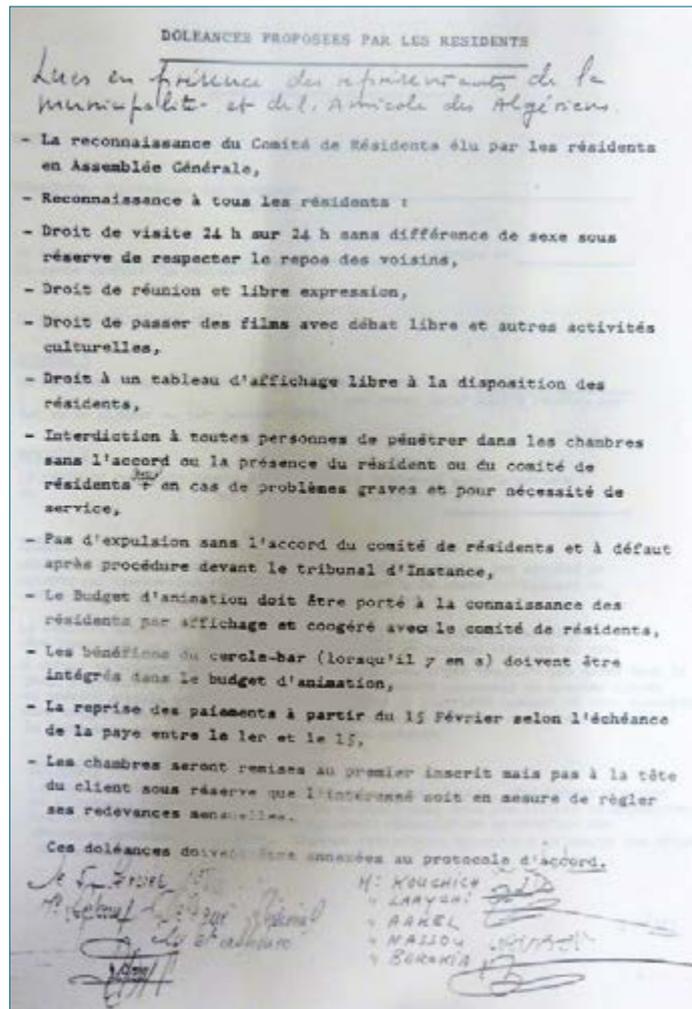
de l'Essonne, pour chaque résident menacé, avec Télex au Ministre de l'Intérieur pour « protester contre l'obligation faite aux intéressés de produire un certificat de participation aux frais de gestion alors que les certificats de domicile, établis par les directeurs de foyer, attestent de manière irréfutable que les intéressés résident dans le foyer ». Le maire ajoute : « La présente lettre constitue un soutien énergique à la démarche engagée par Monsieur ... (nom du résident) en vue de l'obtention du renouvellement de sa carte de travail ou de séjour ».

Le 7 août 1977, le comité des locataires écrit au Ministre des Finances contestant « une imposition de taxe locative passant en une année de 150 F à 299 F, soit son doublement, alors que le coût de la vie a augmenté de 10 à 15% ». Les résidents font aussi état de la très mauvaise qualité du logement, de l'isolation inexistante entre les chambres et de leur exigüité, comme de celle des pièces communes. Le 22 août, Claude Germon télégraphie au préfet de l'Essonne : il « renouvelle son soutien aux revendications des résidents [...] et demande au Secrétaire d'État chargé des travailleurs immigrés d'engager des négociations avec leurs représentants au lieu de les poursuivre en justice ». Le 10 octobre 1978, il proteste auprès du commissaire de police « contre les manifestations policières au domicile des travailleurs sans même qu'il en soit averti ».

Le 5 février 1980, après cinq ans de grève, un protocole d'accord est signé entre le Comité de résidents et la Sonacotra en présence de représentants de la municipalité et de l'amicale des Algériens.

Pour conclure, reprenons l'analyse de Odysseo-Génériques : « la lutte a pris fin en 1980 par des négociations foyer par foyer. Ce n'était pas un échec total, loin de là. Les résultats obtenus sont marqués par la plate-forme élaborée par le comité de coordination. Si le statut de locataire n'est pas obtenu, les règlements intérieurs sont profondément modifiés, le droit de réunion et les comités de résidents reconnus, les hausses de redevance ont été limitées et les saisies sur salaires en général annulées. »

Xavier Guyon



Archives municipales
 Odysseo - Génériques : collection périodiques du Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte : <http://odysseo.generiques.org/ark:/naan/a011378301568rp3f9w> <http://odysseo.generiques.org/ark:/naan/a0113757070837lp4wq>
 GISTI : <https://www.gisti.org/doc/plein-droit/53-54/lutte.html>
 Laboratoire urbanisme insurrectionnel : <https://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.com/2014/02/sonacotra-lapartheid-en-france.html>

« Feu » le château d'eau : des quatre tours à la goutte d'eau...

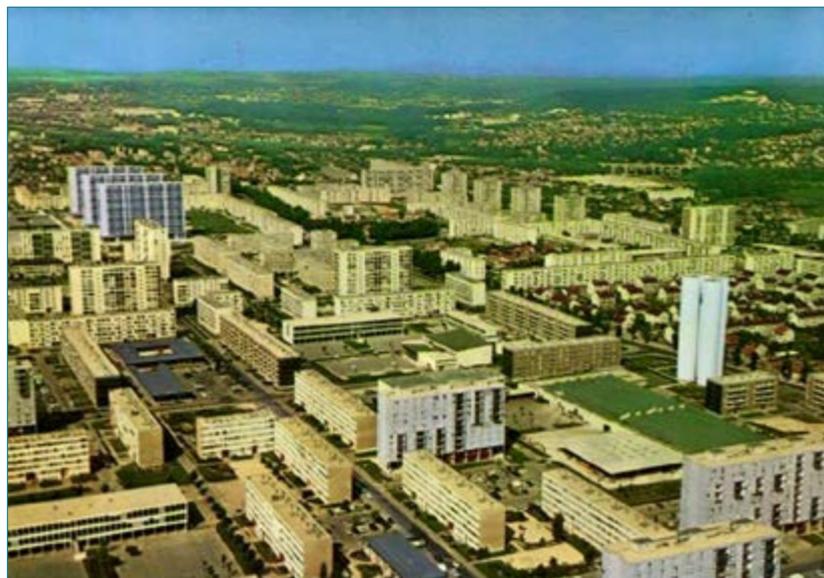


Dès 1959, on peut trouver des dossiers de préparation du projet de construction du château d'eau. C'est la SAEGEMA - Société d'économie mixte d'Aménagement et d'Équipement du Grand Ensemble de Massy-Antony - dont les bureaux sont situés au 1 allée de l'Esterel à Antony, qui se propose de faire édifier un réservoir surélevé de 1600 m³ destiné à régulariser le débit et à procurer la pression nécessaire à l'alimentation en eau du Grand Ensemble. L'emplacement prévu pour le réservoir se trouve dans l'angle situé au sud de la RN 188 (de Paris à Chartres) et à l'est de la voie nord du Grand Ensemble.

Neuf entreprises, dont la société Legros, Burette et Cie, répondent au premier appel d'offres. Mais aucune n'est retenue. En outre, le 16 janvier 1961, le projet de construction du réservoir et de la station de pompage prévu pour l'équipement du réseau de distribution n'est pas agréé par Pierre Sonrel, l'architecte en chef du Grand Ensemble de Massy-Antony. En conséquence, une nouvelle étude prévoyant la refonte totale des dispositions primitivement arrêtées,

doit être entreprise. De plus, les travaux devaient être exécutés, à l'origine, sous la direction technique des ingénieurs conseils Floirat et Lafitte, mais ceux-ci cessent leur mission après avoir vu le plan d'implantation décidé par les architectes en chef Sonrel et Duthilleul. M. Floirat argumente, dans un courrier du 25 janvier 1961, que les quatre tours cylindriques qui constituent cet ouvrage sont maintenant disposées d'une manière apparemment quelconque les unes par rapport aux autres et que cette absence de rigueur dans la géométrie de l'implantation est de nature à détruire l'effet architectural d'ensemble recherché et qu'il ne peut dans ces conditions associer son cabinet à une œuvre qu'il n'approuve pas.

Messieurs Sonrel et Duthilleul décrivent ainsi l'ouvrage le 2 mai 1961 : « quatre tours cylindriques en béton armé au sommet desquelles sont placés les réservoirs. Les tours reposent sur un miroir d'eau de 0,40 m de profondeur.



Les fondations sur pieux. Parois en béton armé coulé dans des coffrages métalliques coulissants. Bassin en béton armé. Passerelles de distribution en béton armé. Grès cérame au sol des locaux de pompes des sanitaires. Escalier à volée droite, charpente métallique. Garde-corps et passerelles métalliques. Portes métalliques. C'est finalement la société anonyme des entreprises Legros, Burette et Cie, sise 9 villa de Saxe à Paris 7^e, qui remporte l'appel d'offres. Le permis de construire est délivré le 18 novembre 1961 à M. Pourtout, président de la SAEGEMA par le maire de Massy, M. Aubert, avec quelques injonctions : « L'aspect et la nature des matériaux de tous les murs de façade ou latéraux devront s'harmoniser entre eux (revêtement ton pierre ou mortier naturel) ». Les travaux peuvent commencer...

Un courrier de la SAEGEMA du 19 avril 1963 informe de la mise en service automatique de château d'eau pour le jeudi 25 avril 1963, date à partir de laquelle cet ouvrage sera substitué au surpresseur, qui assurait l'alimentation en



eau potable du Grand Ensemble depuis le 28 octobre 1960. Depuis ce moment, les quatre tours, pour les habitants, servent de signal marquant l'entrée du Grand Ensemble.

La construction appartenant au SEDIF, les archives municipales ne fournissent guère d'informations après 1963 : un projet d'installation de sirène qui ne verra pas le jour, puis le changement d'une canalisation. En 2012, le Conseil Municipal accepte la demande du SEDIF de remplacer le château d'eau monumental par une construction plus petite et moins coûteuse en énergie. Le permis de construire est délivré en 2013.

Deux événements marquent l'année 2016. Une anecdote : le vendredi 15 avril 2016, a lieu une tentative de cambriolage ! D'après Le Parisien : « Le château d'eau de Massy, actuellement en chantier, a reçu une visite inattendue. Hier, vers 3 heures du matin, trois individus [...] ont été interpellés sur le site par les forces de l'ordre. Munis d'un pied de biche et d'une pince coupante, ils venaient de forcer la porte d'accès en découpant le cadenas. » Plus important, deux mois plus tard, Le Parisien du 10 juin 2016 titre : A Massy, un « galet » remplacera les quatre réservoirs d'eau : « Le paysage sur l'Avenue du Président Kennedy va être fortement bouleversé. Adieu les quatre réservoirs d'eau de 50 m de haut, visibles à plusieurs kilomètres [...] Le futur bâtiment, en forme de ga-

let, dont la première pierre a été symboliquement posée ce vendredi, permettra d'approvisionner 46 000 habitants en eau potable [...] Christophe Perrod, directeur des services du SEDIF, assure que la qualité de l'eau sera identique et que cette nouvelle station va surtout permettre de faire des économies en

énergie. L'eau ne passera plus par les réservoirs mais sera directement envoyée dans les tuyaux. Ces travaux (estimés à 7,3 M€ hors taxe) étaient d'autant plus nécessaires que les quatre réservoirs, construits en 1961, ont mal vieilli. Cela nous aurait coûté plus cher de les réhabiliter, souligne Isabelle Radlak, responsable du secteur relèvement et stockage au SEDIF. A la place, des espaces paysagers seront aménagés. »

En fait le chantier prend du retard et ce n'est qu'au cours de l'été 2019

que le « grignotage » des tours du château d'eau a lieu : cette technique consistant à enlever progressivement de la matière par le haut et à la déblayer au fur et à mesure. La base du château d'eau qui abrite le départ des canalisations est conservée et sera englobée dans un espace paysager.

Quant au nouveau château d'eau, déjà en place depuis deux ans, il est selon certains en « forme de galet ». D'aucuns, plus poétiquement, préfèrent y voir une goutte d'eau.

Françoise AVRIL

Sources

Archives Municipales : archives de la SAEGEMA : eau potable : château d'eau (de 5.1 à 5.12 bis). Le Parisien du 16 avril 2016 et du 10 juin 2016.

Carte postale : collection Massy Storic.

Photographies : Noël Blin (années 1960) - Francine Noel (2018).



L'ancien château d'eau et la nouvelle station de pompage le 28 août 2018

Utiliser le site *massystoric.fr*

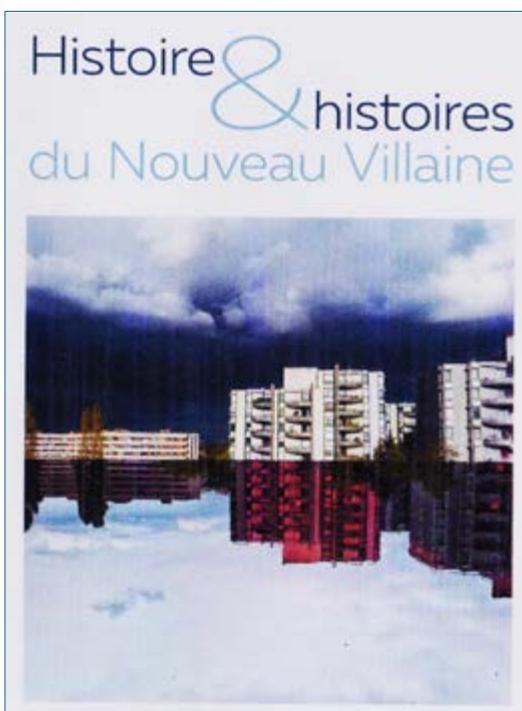
Le site de Massy Storic offre désormais diverses ressources à tous ceux qui le consultent. En page d'accueil, vous trouverez notre agenda ainsi que les liens permettant de télécharger les bulletins des années précédentes. Vous pourrez consulter, sous l'onglet « vie de l'association / rétrospective », un rappel en images des actions passées.

Surtout, dans « dossiers », vous avez accès à une cinquantaine de dossiers issus de recherches de notre association ou communiqués par des amis. Le but : donner à chacun les éléments d'histoire dont l'association dispose en plus, évidemment, des livres ou fascicules déjà publiés sur l'histoire de la commune. Ces dossiers traitent de sujets variés. Certains traditionnels comme l'histoire du château de Vilgénis ou des lieux de culte ou encore de personnalités, d'autres plus originaux qui permettent des découvertes de quartiers ou d'usines. Ces dossiers sont ajoutés au fur et à mesure de nos recherches et rencontres.

Le site est donc toujours en évolution. Nous espérons, l'an prochain, mettre en place une chronologie également accessible à tous.



Réserver le livre sur l'histoire de la ZUP du Hameau de Villaine



Le 2 décembre 1959, Michel Aubert, maire de Massy, propose au Conseil Municipal d'équilibrer le développement de la commune en dynamisant le centre-ville et en créant un nouvel ensemble de 2100 logements à l'ouest. Etait ainsi lancée « l'opération balancier » qui fut achevée en 1982 sous la mandature de Claude Germon. C'est l'histoire de la naissance et de l'évolution de ce Nouveau Villaine, près de 3000 logements et leurs équipements répartis autour d'espaces verts, que nous retraçons dans ce livre.

Cette œuvre collective s'appuie principalement sur les recherches menées aux archives municipales et sur des témoignages recueillis auprès d'habitants et d'acteurs locaux.

NOM Prénom

Adresse

Courriel

Réserve livres au tarif préférentiel de 13 € l'unité

Verse la somme de € (espèces ou chèque)

Ces livres me seront remis dès leur publication en déc.2019.

Le Pileu

Le 18 mai, avec la précieuse collaboration de la Commune Libre du Pileu, Massy Storic proposait une visite historique du quartier du Pileu.

Le « bois du Pilleux » et ses alentours étaient dépendants, depuis la fin du 16^e siècle jusqu'à la Révolution, du châtelain de Vilgénis. Les biens de la famille de Condé furent ensuite vendus comme biens nationaux et éclatés entre divers propriétaires. L'ouverture de la gare de Grande Ceinture en 1883, en permettant un accès facile aux parisiens, entraîne le développement de l'habitat le long de la voie ferrée.

En 1904, le baron de Schildge, propriétaire de 60 ha du bois du Pileu, décide d'en faire un lotissement de 24 parcelles. Le bois est desservi par le chemin des Bœufs et celui de la Sablière. L'exemple de



M. Schildge est suivi par ses voisins. Se développe ainsi un quartier pavillonnaire sur les communes d'Igny, Palaiseau et Massy. S'y installent épiceries, bars et salles de bals. Une douzaine de fontaines desservent le quartier. Les voies d'accès sont améliorées parfois avec difficulté et de nouvelles rues ouvertes. En 1927, le nouveau quartier est suffisamment peuplé de façon permanente pour qu'une chapelle soit édifée. Consacrée en 1929, la chapelle devient paroisse en 1964. Une école ouverte qui, en 1928, reçoit 57 élèves depuis l'âge de 5 ans. Pour consacrer l'aspect village des lotissements du Pileu, et assurer leur représentation auprès des communes voisines, la Commune Libre du Pileu est créée en 1938 avec à sa tête un « maire ».

Depuis les années 1950, le quartier s'est densifié : aux côtés des anciens pavillons de meulière, dans les jardins redécoupés, on trouve tous les types de maisons, y compris des constructions très actuelles. De l'ancien bois subsiste peu de chose à proximité de l'attraction touristique du lieu, les « Cent Marches ». La dernière grande modification du quartier est, sur Massy, fin des années 1980, l'aménagement d'un quartier composé d'immeubles collectifs et de pavillons de ville autour d'un square et doté d'équipements publics.



L'église Sainte-Marie-Madeleine en 1938

Sommaire



Merci à Marie-Pierre et Vincent Cossart qui nous ont fait parvenir cette photographie d'une jolie aquarelle représentant l'église de Massy en 1938.

Merci à Denis Arlabosse, petit-fils du peintre, qui a écrit à notre intention une présentation de Jean Arlabosse, signataire de l'aquarelle.

Jean Arlabosse (1887-1960) n'était pas général comme ses deux frères mais médecin colonel car dans la famille on pouvait choisir ce que l'on voulait comme avenir à condition que cela soit dans l'armée. Son propre père, Emile Arlabosse (1857-1920) était général et le frère de son père, Louis Arlabosse (1855-1924) était également général. Jean aimait beaucoup peindre et croquait les endroits qu'il avait aimé découvrir.

En 1938, date de l'aquarelle, Jean Arlabosse était médecin radiologue au Val-de-Grâce et également médecin des pompiers de Paris. Il avait

un logement de fonction en face du Val-de-Grâce. N'ayant à cette date qu'un fils adolescent et étant veuf depuis de longues années, il occupait ses temps de liberté à se promener un carnet à la main croquant ce qu'il voyait. Il parlait rarement avec son chevalet car il préférait son carnet qu'il gribouillait de tous côtés avec des annotations sous forme de codes, que lui seul comprenait, pour les couleurs.

Il écrivait aussi beaucoup : des contes pour enfants dont une partie a été publiée sous le nom de Coli-Cola, mais aussi des poèmes. Il signait souvent ses œuvres sous le nom de Jean Arla pour échapper à la censure militaire qui ne voyait pas d'un très bon œil qu'un de ses officiers puisse avoir un attrait pour les arts. Il a fini sa vie à St-Jean-de-Luz où la mer, les bateaux et le pays basque ont été d'inépuisables sujets pour ses tableaux.

	page
Agenda	1
Jours tranquilles au château de Vilgénis	2
La résidence du Bon Puits	3
Grève des loyers à la Sonacotra (1975-1980)	6
«Feu» le château d'eau	8
Utiliser le site <i>massystoric.fr</i>	10
Réserver le livre sur l'histoire du Nouveau Villaine	10
Le Pileu	11
L'église Ste-Marie-Madeleine en 1938	12

Vous ou votre famille habitez Massy depuis longtemps ? Vous avez travaillé dans l'une des usines de la ville ? Vos témoignages et vos archives nous intéressent !

Nouvelles publications

Ensembles, l'histoire continue

Mémoire et projets de grands ensembles - cahier n° 26 de la Maison de Banlieue et de l'architecture - mars 2019.

Massy, les métamorphoses du quartier Vilmorin

Paris Sud Aménagement - Editions Ante Prima - 2018

Massy, place du Grand Ouest,

place du Grand Paris - Paris Sud Aménagement - Editions Ante Prima - 2019

Massy Atlantis, une nouvelle fabrique urbaine

Paris Sud Aménagement - Editions Ante Prima - 2019

Comité de rédaction : Françoise Avril - Jean-François Bladou - Michel Dubessy - Xavier Guyon - Christine Jacquelin - Hervé Hamon - Jean-Marie Jacquemin - Geneviève Le Garff - Daniel Melou - Francine Noel.

Crédit photographique : Jean-François Bladou, Noël Blin, Vincent Cossart, Cécile Manoha, Francine Noel, Archives Municipales, Photothèque municipale, Commune Libre du Pileu.

Siège social : Hôtel de Ville - 1 avenue du Général De Gaulle, 91300 Massy.